

COUR D'APPEL DE RENNES

CHAMBRE : 9ème Ch Sécurité Sociale

N° RG 18/06387 - N° Portalis DBVL-V-B7C-PGEG
Nature de l'acte de saisine : Déclaration d'appel valant inscription au rôle
Date de l'acte de saisine : 02 Octobre 2018
Date de la saisine : 03 Octobre 2018
Date de la décision attaquée : 31 AOUT 2018
Décision attaquée : JUGEMENT
Juridiction : tribunal des affaires de sécurité sociale DE RENNES

EXTRAIT des Minutes du Greffe
de la Cour d'Appel de RENNES
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS

APPELANTE

CAVIMAC

Me Patrick DE LA GRANGE, avocat au barreau de PARIS

INTIME

M. Jean-Pierre MOUTON

**ORDONNANCE DU 11 Mars 2020
CONSTATANT L'EXTINCTION DE
L'INSTANCE
Désistement**

Nous, Elisabeth SERRIN, magistrat chargé d'instruire l'affaire, assistée de Mme
ROGER, greffier

Vu les articles 399, 400 à 405, 939 à 945 du code de procédure civile,

Considérant que l'appelante s'est désistée de son recours par conclusions de
désistement reçues au greffe de la 9^{ème} chambre sociale de la cour d'appel de RENNES le 04 mars
2020,

Que l'intimé qui n'a formé au préalable ni appel incident ni demande incidente,
a indiqué ne pas s'opposer au désistement par courrier reçu au greffe de la 9^{ème} chambre sociale
de la cour d'appel de Rennes le 05 mars 2020 ;

Vu l'article R.144-10 du code de la sécurité sociale disposant que la procédure est
gratuite et sans frais en matière de sécurité sociale, abrogé par l'article 11 du décret n° 2018-928
du 29 octobre 2018 à partir du 1er janvier 2019.

Considérant qu'il s'ensuit que l'article R.144-10 précité reste applicable aux
procédures en cours jusqu'à la date du 31 décembre 2018, et qu'à partir du 1er janvier 2019
s'appliquent les dispositions des articles 695 et 698 du code de procédure civile relatives à la
charge des dépens.

PAR CES MOTIFS :

CONSTATONS l'extinction de l'instance ;

DISONS QUE l'audience de plaidoiries fixée au mardi 1^{er} septembre 2020 à
09h15, salle 144, étage 1, est annulée ;

Condamnons la société **CAVIMAC** aux dépens d'appel exposés postérieurement
au 31 décembre 2018.

POUR COPIE CERTIFIÉE CONFORME
LE GREFFIER EN CHEF

LE GREFFIER

LE MAGISTRAT